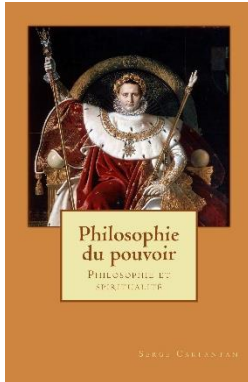


## En avant vers le crédit social et l'État totalitaire<sup>1</sup>



Ce dossier est début tiré d'un chapitre de *L'Étrange Affaire Corona*<sup>2</sup>, il y a eu des ajouts ensuite. Il s'agit d'une compilation d'informations d'articles, de Telegram ou de X et non d'analyses originales<sup>3</sup>, même si, çà et là, quelques-unes de mes considérations philosophiques sont venues s'y ajouter. Ceci pour dire que je ne revendique pas nécessairement les propos qui sont rapportés ici ; en revanche, il me semble important de partager ces informations, c'est à vous d'exercer votre discernement. Ce fichier rassemble les avancées en direction d'un État totalitaire sur le modèle de la Chine.

§1 En Chine le crédit social des citoyens fait passer les *devoirs* avant les *droits*<sup>4</sup>. Qu'est-ce que cela veut dire ? Dans un État communiste, c'est très compréhensible : la société passe avant l'individu. Vous avez des devoirs envers la société, avant de posséder quelques droits que le parti veut bien vous accorder. Vous avez d'énormes *obligations* si bien que *votre liberté individuelle* est sévèrement encadrée et réduite.

Mais cette idée était présente chez un certain Auguste Comte, père du *positivisme*, dont la statue trône sur la place de la Sorbonne. Comte niait que nous ayons des droits, pour lui, vis-à-vis de la société *nous n'avons que des devoirs*, car nous lui devons tout. C'est la société qui nous a fait et donc nous lui sommes entièrement redevable. Comte est le fondateur de la sociologie qui se développe ensuite avec Durkheim qui véhicule les mêmes idées.

« Les devoirs valent avant les droits » est une devise du PCC (Parti Communiste Chinois) qui a été réutilisée par Macron au sujet de la « vaccination » et rappelée par Gabriel Attal.

Encore une fois tout ceci corrobore ce qui précède.

-Macron réélu en 2022, le projet est de « *faire passer les devoirs avant les droits*<sup>5</sup> » dans l'après covid, en passant par une « *redéfinition du contrat social* ».

Gabriel Attal, alors porte-parole du gouvernement, évoque le projet d'E. Macron du second mandat : « Dans l'après-covid, on veut poursuivre la *redéfinition de notre contrat social, avec des devoirs qui passent avant les droits*, du respect de l'autorité aux prestations sociales. » De plus en plus, le projet politique de Macron consiste à instaurer un *contrôle social* en France sur le modèle chinois. Mais sans le dire.

§2 Quand Antony Fauci ose dire ça : « Il faut regarder les choses en face et se dire qu'il y a un moment où il faut renoncer à ce que l'on considère comme son droit individuel de prendre ses propres décisions pour le bien de la société<sup>6</sup>. » ... Il est tout

<sup>1</sup> Ce texte est le chapitre XXV du tome III de *L'Étrange Affaire Corona*. Il a été augmenté avec des éléments de l'actualité.

<sup>2</sup> Serge Carfantan *L'Étrange Affaire Corona*, vol I, II, III, seul le premier tome a eu droit à une édition papier, les deux autres n'existent qu'au format epub.

<sup>3</sup> Comme dans les leçons du site Philosophie et Spiritualité.

<sup>4</sup> [https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/16/le-credit-social-les-devoirs-avant-les-droits\\_6026047\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/01/16/le-credit-social-les-devoirs-avant-les-droits_6026047_3232.html)

<sup>5</sup> [https://www.bfmtv.com/politique/elysee/emmanuel-macron-sur-la-vaccination-les-devoirs-valent-avant-les-droits\\_VN-202112310319.html](https://www.bfmtv.com/politique/elysee/emmanuel-macron-sur-la-vaccination-les-devoirs-valent-avant-les-droits_VN-202112310319.html)

<sup>6</sup> [https://t.me/vivre\\_sainement\\_reel/698](https://t.me/vivre_sainement_reel/698)

à fait sérieux ! Et cela revient exactement à la même idée, faire passer les devoirs avant les droits. Inutile d'ajouter « sanitaire », tout le monde comprend que c'est du pipeau.

« Covid 19 a été le *test de la responsabilité sociale*. Un grand nombre de restrictions inimaginables pour la santé publique ont été adoptées par des milliards de citoyens à travers le monde pour la santé publique. Il y a eu nombreux exemples, dans le monde entier, de distanciation sociale, de port du masque, de vaccinations de masse et d'acceptation d'applications de traçage des contacts pour la santé publique, démontrant ainsi le rôle central de la responsabilité sociale individuelle... ».

C'est tout de même incroyable. Quand nous disons depuis le début que cette pandémie est une *Plandémie* et un test, nous sommes traités de complotiste par les médias... Et là tranquillement c'est le Forum économique mondial de Klaus Schwab qui l'écrit noir sur blanc, dans un article expliquant que les mesures de confinement du covid, l'éloignement social, la recherche des contacts, les masques et les vaccins étaient tous un « test » pour voir si nous accepterions la « responsabilité sociale » de « suivre les émissions de carbone personnelles ».

Les interdictions de voyages et autres mesures extrêmes prises par les gouvernements du monde entier pendant la crise du Covid-19 auraient-elles préparé le terrain à une certaine docilité vis-à-vis de l'instauration de nouvelles mesures de contrôle financier sous couvert de débat climatique ? La question n'est pas folle, elle mérite d'être posée.

Le sénateur américain Rand Paul avait déjà tiré la sonnette d'alarme vis-à-vis des membres de Davos, pour qui « la vie privée n'est pas une préoccupation. [...] Ils veulent suivre tout le monde avec un QR Code ». La mesure de la *Commonwealth Bank* s'inscrit dans la même lignée que celle du *Crédit Suisse*. À travers son étude *Tree Print*, le groupe bancaire européen pointe lui aussi du doigt les modes de vie occidentaux face aux besoins de reforestation. Résultat, pour un mode de vie durable selon l'Accord de Paris, le consommateur "idéal", responsable, qui fait passer ses devoirs avant ses droits, ne prendrait que trois douches par semaine, ne mangerait pas plus de 25 grammes de fromage, ne prendrait qu'un vol court par an.

§3 Australie : Le crédit social est introduit pour accéder à internet, via un identifiant numérique. Les citoyens ont besoin de 100 points d'identification pour utiliser les réseaux sociaux et la police aura accès aux comptes, y compris sur la messagerie privée. Bienvenue en dictature<sup>7</sup>.

Le sujet de la réintégration des soignants non-vaccinés a été un sujet sensible au sortir de l'épidémie de Covid 19. Mais le Parlement a décidé de les réintégrer mais aussi d'abroger la loi qui les contraignait, pas seulement de la suspendre. Mais ce vote allait à l'encontre des souhaits du Gouvernement pour qui réduire des femmes et des hommes au rang de sous-citoyens semble tout à fait normal. Dernier pays à enfin lever cette mesure, la France, soi-disant pays des *droits* de l'homme semble devenir celui des *devoirs* de l'homme, fussent-ils absurdes au possible. Alors qu'il est clairement établi que la protection conférée par ce vaccin est quasi nulle en termes de transmission de la maladie, ce n'est pas le complotisme qui l'emporte sur la science mais bien une *religion* vaccinale, toute puissante. Rappelons également que lors des « pics » d'infection, les hôpitaux ont fait travailler des soignants vaccinés, malades du Covid, vecteurs de transmission alors que ces mêmes hôpitaux refusaient d'appeler des soignants non-vaccinés, non malades et testés négativement. Nous sommes bien au pays de l'absurde, de la croyance<sup>8</sup>.

---

<sup>7</sup> [https://t.me/vivre\\_sainement\\_reel/750](https://t.me/vivre_sainement_reel/750)

<sup>8</sup> [Science, complotisme et religion – Les moutons enragés \(lesmoutonsenrages.fr\)](https://www.lesmoutonsenrages.fr)

§4 Encore plus fort. Les profs qui inciteront les jeunes à faire le Service National Universel *seront récompensés financièrement* et les jeunes seront *favorisés dans Parcoursup...* Le Crédit Social : encore une théorie complotiste qui devient réelle, non ? Découvrez le nouveau chapitre controversé du service national universel. Le gouvernement propose un projet inédit pour généraliser le SNU : des "classes d'engagement" thématiques dans les lycées en plus du volontariat individuel. Les enseignants pourront répondre à un appel à projet, et les élèves réaliseront douze jours de séjour de cohésion. Les professeurs seront récompensés financièrement et les élèves qui acceptent cette option seront, eux, récompensés sur Parcoursup. Mais cette nouvelle étape pose encore la même question ?<sup>9</sup>. Lors de ce SNU 2.0, les élèves continueront de *porter l'uniforme. Ils participeront à la levée des couleurs et chanteront La Marseillaise chaque matin.* Tous les frais engagés par le séjour (transport, séjour, projet pédagogique) seront pris en charge par l'Éducation nationale et non par l'établissement. « Quand on pense que les enseignants galèrent des semaines à financer leurs voyages scolaires... », grince-t-on du côté des professeurs, outrés que cette « lubie du Président » soit prioritaire par rapport aux autres programmes pédagogiques. Contrairement aux séjours de cohésion actuels, les *cohortes* de jeunes ne seront pas éclatées sur tout le territoire. Dans cette nouvelle version, ce sont des classes entières qui seront concernées par ces douze jours d'engagement. Une nouveauté qui remet en question la promesse de mixité sociale rabâchée par Sarah El Haïry pour vanter les qualités du SNU. Bref, *c'est une militarisation du lycée*<sup>10</sup>. C'est assez inquiétant. Tous les régimes qui ont fini en dictature ont embrigadé la jeunesse sous une forme militarisée. Il n'y a qu'une explication qui vaille : Macron veut engager des soldats pour gonfler les effectifs qui sont trop faibles. Il y a la guerre en Ukraine. On y envoie beaucoup d'argent et beaucoup d'armes... alors pourquoi pas des soldats ? Question formation au devoir qui passe avant les droits, l'armée il n'y a rien de tel !

§5 Dans un entretien, Sonia Delahaigue<sup>11</sup> explique que dans le jeu de récompense/punition, on habitue les enfants à se plier à des règles gouvernementales abusives et on le dirige vers le crédit social qui a la *même* structure en plus grand. Elle prend pour cela un exemple du crédit social développé en Chine. Un extrait présente une jeune femme « citoyen modèle » qui explique tous les avantages matériels qu'elle trouve à suivre les règles de conduite imposées par l'État. Elle présente sa *motivation*. Elle suit les règles *pour* obtenir des avantages : réductions, autorisations de voyage etc. Pour *ne pas* être déconsidérée dans des punitions. En Chine par exemple, les fraudeurs sont humiliés. Il apparaît clairement qu'elle est dans ce schéma récompense/punition, ce qui n'est pas du tout un souci *éthique*, ou un souci sincère par exemple de préservation de la Nature. En présentant aux enfants les obligations morales sous l'angle récompenses/punitions, on les détruit en vérité et la société n'en devient pas plus vertueuse, elle devient juste plus policée et obéissante. L'enfant est mentalement préparé pour le crédit social. Il faut à ce sujet revenir sur l'enfant roi de la mentalité 68, en vérité l'enfant roi est un enfant négligé, que l'on a laissé à lui-même sans lui donner de limites. Il faut développer la responsabilité, les valeurs de sorte que par avance on rende inutile le recours au schéma récompense/punition.

---

<sup>9</sup> [\(114\) Maintenant, La France Met En Place Un Crédit Social - YouTube](#)

<sup>10</sup> [Info Politis : l'exécutif veut déployer le SNU dans les lycées - POLITIS](#)

<sup>11</sup> ["Avec l'éducation actuelle, on est tous prêts pour le crédit social" Entretien avec la psychologue Sonia Delahaigue | FranceSoir](#)

Malheureusement, depuis la période covid on est dans l'ère du retour des châtiments psychologiques et sur la voie du crédit social.

Sonia Delahaigue avait auparavant enregistré une autre interview sur les règles de protection<sup>12</sup>. A minima, dans un monde sans règles, il faut rétablir des règles, mais de sorte qu'elles soient relié à l'intériorité et pas de l'ordre de la soumission à un ordre obligatoire prescrit par avance et surtout imposé par la sacro-sainte autorité (cf. expérience de Milgram). Un enfant doit apprendre à dire non à une injonction de l'adulte dont il ne voit pas le caractère protecteur (cf. pédocriminalité), il n'a pas à être éduqué seulement pour obéir.

§6 Il y a cependant de quoi être inquiet. Si nous posons la question autour de nous de l'intérêt de l'adoption du crédit social pour nos sociétés occidentales, nous aurons une surprise : *la plupart des gens sont massivement pour !* Ils y voient un remède contre l'insécurité, la criminalité. Dans l'ignorance complète, ils ne voient *pas* les implications carcérales du système du crédit social. Elles ont pourtant été clairement mises en valeur par un excellent court métrage<sup>13</sup>, mais qui ne passera jamais sur les chaînes mainstream. Le concept de crédit social a même été développé dans une série dystopique très peu connue. L'homme de masse ne sait même pas ce que c'est que le « crédit social », mais il est déjà familier avec le concept de récompense/punition. Il n'a peut-être pas connu l'éducation de l'après-guerre avec les bon-points/châtiments corporels, mais dans le domaine du travail existe un système carotte/bâton qui est une bonne introduction au crédit social. Sur le principe donc, rien de nouveau, ce qui est nouveau, c'est son application systématique par l'État dans une organisation technocratique qui gère les points de crédit. On sait que le Forum Économique Mondial est séduit par le système chinois et voudrait l'adapter en Occident. Ce qui s'en rapproche le plus pour un Français, c'est le permis à point. Vous faites une faute en voiture, on vous retire des points, à la fin, vous devez faire un stage de remise à niveau. Généralisons le principe pour tous les aspects de la vie sociale et nous aurons le crédit social en Chine. Je traverse en dehors des clous ? Retrait de point. Je consomme trop d'alcool ? Retrait de points. Mon jardin est mal entretenu ? Retrait de points. Je critique le pouvoir en place ? Retrait de points. Je critique les informations des médias mainstream ? Retrait de points. Je critique l'état actuel de la science dans un domaine donné ? Retrait de points. Je critique la vaccination ? Retrait de points. *Toutes les formes de liberté politique sont attaquées.* Le crédit social tue la liberté. Vous y aurez certainement pensé : *le pass sanitaire* était un ballon d'essai pour l'instauration massive du crédit social et cela n'a pas manqué, on a inventé ensuite le *pass carbone*, la *limitation des voyages* aériens pour les citoyens de base.

En bref, le crédit social a pour vocation le *contrôle* des populations par le pouvoir de l'État... j'ai bien dit des *populations*, pas de *oligarchie* qui se contrefiche de toutes ces règles absurdes qui ne valent que pour les masses. Dans un monde dystopique, elle se donnerait d'emblée le maximum de points, quoi qu'il arrive, tout en prenant beaucoup de plaisir à enfreindre les règles. On peut par exemple imposer aux masses une vaccination (avec gratification pour les vaccinés et sanction pour les insoumis) et faire partie d'une petite élite qui a obtenu une exemption spéciale. Ce qui s'est passé en Nouvelle-Zélande.

Point très important : l'usage du numérique pour le contrôle n'est pas anecdotique. Le crédit social, c'est une « appli » sur le téléphone. Le concept se coule

---

<sup>12</sup> ["L'obéissance a toujours été plus dangereuse que la désobéissance civile" Sonia Delahaigue, psychologue | FranceSoir](#)

<sup>13</sup> <https://www.agoravox.tv/actualites/societe/article/le-monde-de-demain-c-est-ca-98179>

à la perfection dans l'hypnose de l'écran du portable dont est malade la majorité des personnes en Occident. Mais il y a plus. La technique fait partie du pouvoir-sur<sup>14</sup>, et on ne la choisit pas, elle s'impose, tout ce qui est technique est d'emblée *indiscutable* et au-dessus des considérations morales... Parce que c'est la technique ! Et on n'arrête pas le progrès. ! Les geeks sont tellement bêtes qu'ils vont raffoler de la nouvelle « appli » « crédit social ». Elle va se légitimer *parce que c'est une appli sur le téléphone* et qu'on peut jouer avec. « T'a combien de crédit social toi ? 540 ? Moi j'ai 650 ! Trop fort !!... » Vu le niveau intellectuel actuel, cela devrait marcher à coup sûr. En 1984, le philosophe Michel Henry dans son livre *La Barbarie* disait : « l'ère de l'informatique sera l'ère des crétins ».

§7 Trudeau annonce fièrement un système de crédit social<sup>15</sup> pour les Canadiens. Les institutions financières utilisent votre solvabilité pour évaluer dans quelle mesure vous gérez votre argent de manière responsable. Par exemple, si vous payez vos factures à temps. Trudeau l'a déclaré dans une vidéo sur les réseaux sociaux. Lorsque vous demandez un prêt, comme un prêt hypothécaire pour votre maison, votre solvabilité sera vérifiée. Plus votre cote de crédit est bonne, meilleure est l'hypothèque qu'ils peuvent vous offrir », a déclaré Trudeau. « Vous avez alors plus de choix lors de l'achat d'une maison car la banque est sûre que vous rembourserez le prêt. Le paiement du loyer à temps au fil des ans devrait avoir un effet positif sur votre cote de crédit. Cela devrait être payant pour vous. Et cela arrivera bientôt, a déclaré le mondialiste Trudeau. « Nous allons changer les règles du jeu ». En d'autres termes : quiconque se comporte comme le souhaite le gouvernement obtient des points bonus. Il peut alors partir en vacances en avion ou bénéficier d'un traitement préférentiel lors de l'achat d'une maison. Cela ne vous rappelle pas une série ?? « C'est le crédit social. Ce système totalitaire, copié de la Chine, lie toutes vos libertés (achats, voyages, internet) à votre portefeuille numérique », répond l'ancien psychologue Steve Van Herreweghe. « Un bon comportement apporte de bons points, un mauvais comportement apporte de mauvais points. Et les gouvernements fixent les règles du jeu. Pour cet avertissement, les théoriciens du complot et d'autres ont été ridiculisés, censurés et ridiculisés, on a l'habitude, nous avons le dos large, et à la fin on nous donnera raison sur tout. Mais réveillez-vous vite svp, on a besoin de repos aussi....

Ce type est un fou dangereux, il avait bloqué les comptes des gens qui participaient au convoi de la liberté, heureusement le tribunal l'a condamné pour annuler ses lois et payer des dommages et intérêts<sup>16</sup>.

§8 Alors c'est drôle, j'ai appris ce matin-même à la radio romande que ce concept existe déjà en Suisse : il existe des entreprises privées *qui tiennent des fiches* sur vous avec des données vendues par des entreprises qui vous donnent un score de "bon payeur/mauvais payeur" ou pas<sup>17</sup> ! Un pas de plus vers bon/mauvais citoyen et un élément à inscrire bientôt sur le crédit social individuel. « Votre score de crédit bancaire est insuffisant... vous ne pouvez pas emprunter dans un établissement bancaire... »

En fait tout ce qui va arriver au Canada et en Europe est basé sur l'expérience Covid. L'obéissance a été évaluée, la délation, la peur, les comportements sociaux, etc. Avec toutes ces données ils peuvent passer à l'action, sans se tromper<sup>18</sup>. Souvenons-

---

<sup>14</sup> Cf. Jacques Ellul.

<sup>15</sup> [https://x.com/silvano\\_trotta/status/1782847961908547948](https://x.com/silvano_trotta/status/1782847961908547948)

<sup>16</sup> <https://x.com/karmarais/status/1782851723402289238>

<sup>17</sup> <https://x.com/CathyBerthouzoz/status/1782858655672512544>

<sup>18</sup> [https://x.com/MJV\\_zizanie/status/1782900960760852791](https://x.com/MJV_zizanie/status/1782900960760852791)

nous de cela : En Chine, vous pouvez perdre 50 points de crédit social pour une seule publication sur les réseaux sociaux. Et le risque est que vous soyez arrêté et mis sur liste noire, ce qui peut avoir un impact sur votre carrière, votre capacité à prendre un train, votre vitesse Internet et même empêcher vos enfants d'aller à l'école<sup>19</sup>.

On a aussi appris que l'UE veut imposer les caméras dans les voitures pour surveiller la conduite. On pourra ensuite établir une notation bon/mauvais conducteur. Un pas de plus vers bon/mauvais citoyen et un élément à inscrire bientôt sur le crédit social individuel. « Votre score de conduite de véhicule est insuffisante... vous devez repasser le permis voiture ».

§9 L'agence d'État Viginum, sous couvert de lutte contre les fake news et les ingérences numériques étrangères, surveille en France nos publications sur les réseaux sociaux. Elle est même "autorisée à mettre en œuvre un traitement informatisé et automatisé des données à caractère personnel". Une mise sous surveillance de toute la population. Déjà, dès 2021, les pouvoirs publics s'immisçaient dans Facebook, Instagram, Twitter ou LinkedIn, mais aussi Ebay, Rakuten ou LeBonCoin en matière de fraude fiscale. À présent, "de telles collectes potentiellement très larges", piloté par le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), dépendant directement de Matignon, n'ont même pas nécessité de loi : un simple décret, avec l'aval du Conseil d'État, sans débat parlementaire, dont la mise en oeuvre fait appel à des prestataires privés (Sahar et Storyzy notamment).

Or, sur quels critères juger que des allégations sont "manifestement inexactes ou trompeuses" ? Quand peut-on parler d' "atteinte aux intérêts fondamentaux de la nations"? Et ce, pendant combien de temps ? "Notamment durant les périodes électorales". Donc un flicage à durée indéterminée, qui ne concerne pas du reste que le diffuseur d'information, mais tous ceux avec lesquels il est en contact.

La CNIL s'inquiète aussi de ce que "ces informations sont susceptibles de révéler des informations sur un nombre important d'aspects de la vie privée des personnes concernées, y compris des informations sensibles, telles que les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ainsi que l'état de santé ou l'orientation sexuelle". Ainsi, celui qui qualifiera tel personnage de l'Etat de pédéraste, de dépravé sexuel, verra ses communications décortiquées jusqu'à la dernière avec beaucoup d'autres éléments jugés compromettant qui pourront être utilisé pour faire pression sur son auteur, le faire chanter.

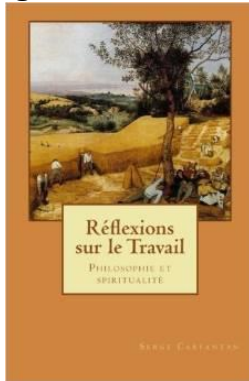
La preuve ? On la trouve dans ce qui suit : "la collecte automatisée d'un grand nombre de données à partir des plateformes concernées, selon certains paramètres déterminés par avance (au sein des fiches dites de "traçabilité", implique la collecte et le traitement de données non pertinentes au regard des finalités poursuivies". Cela signifie que l'on ne collectera pas seulement les données d'ordre politique mais toutes les autres, fichant ainsi tous les opposants, mieux que le faisait la Stasi ou le KGB.

D'ailleurs, la CNR, n'est pas dupe et écrit : "certaines données à caractère personnel, présentes dans les notes d'analyse précédemment évoquées, seront adressées à de multiples services étatiques et administrations ainsi qu'à des homologues étrangers". En termes clairs ces collectes permettront des "notes d'analyse", c'est-à-dire de fiches de police constituées sur tout un chacun et utilisables par tout service de l'Etat qui le jugera utile à son action. Et un peu plus tard, on pourra en faire une notation individuelle du bon/mauvais citoyen, imaginez ceci : « « Votre score de citoyenneté est insuffisant... vous ne pouvez pas voter aux prochaines élections... vos droits concernant les voyages, les services sociaux sont réduits... »

---

<sup>19</sup> <https://x.com/songpinganq/status/1820485535883997590>

Sachant que les infoxs sont avant tout tricolores, et non le résultat de puissances étrangères, on comprend aussi l'intérêt des autorités à accroître en interne la détection de toute dissidence, à des fins électorales, liberticides ou sécuritaires. D'autant que le problème est de savoir ce qu'est un message "trompeur", qui le signale, et dans quel but. La France peut aussi manipuler l'information. Et elle le fera d'autant mieux par le traitement du maximum de renseignements "hostiles" en amont. Attention donc au faux fact checking ou fausses fake news, surtout si cela est présenté avec toute la légitimité de l'autorité publique d'une agence d'État.



§10 Le « parrain de l'intelligence artificielle » affirme que les gouvernements devront établir un *revenu de base* universel pour faire face à l'impact de l'IA<sup>20</sup>.

Mais ce n'est que l'aboutissement de la logique de la technique que d'y parvenir étant donné qu'elle n'a cessé d'exercer un *cannibalisme de l'emploi* depuis le début de l'ère industrielle grâce à l'automatisation. L'IA en fait qu'accélérer le principe. De plus, il faut prendre en compte la logique du système économique. Rappelons ce que nous montrons dans ce livre : le patron est dans le système du *capitalisme* devant un dilemme : ou bien il délocalise vers un pays pauvre, ou bien il automatise les chaînes de production. Mais soyons bien clair, si on considère les pays de l'Occident, *dans les deux cas cela veut dire moins d'employés* à qui verser des salaires pour obtenir un maximum de profit. La cerise sur le gâteau, c'est en plus de placer en bourse la plus grande part des bénéfices, entre autres pour servir du profit des actionnaires. C'est un peu comme s'il partait le soir de l'usine avec la caisse pour jouer au casino. Il n'y a donc aucun espoir pour le travail des *employés* dans le système. Il faut nécessairement *sortir* du salariat et ne plus être un « employé ». L'IA remplace efficacement les employés à *tous* les niveaux. Grâce au taylorisme on a pu produire avec 1000 ouvriers ce qui auparavant en aurait demandé disons 20.000 ; avec l'automatisation on peut avec 150 personnes faire tourner la même usine qui produit autant ; avec l'IA en plus on peut virer des cadres. Et le même raisonnement s'applique bien sûr partout et pas seulement dans l'industrie. Le cannibalisme de l'emploi par l'IA parachève la destruction du travail de l'ancien monde et il dévore des millions d'emploi. La seule solution logique, c'est d'attribuer un *revenu de base* à tout le monde et de considérer que le travail comme une activité créative et quelque chose qui viendra *s'ajouter* au revenu de base. En fait, nous n'avons pas le choix, comme il est totalement impensable de renoncer à la technique, nous serons *obligés* d'en arriver là.

§11 Autoriser la surveillance vidéo avec reconnaissance faciale est une entrave à la liberté individuelle et un glissement de plus vers l'État totalitaire. Il faudrait être particulièrement borné pour ne pas le reconnaître. L'exemple de la Chine est suffisamment clair. C'est une régression du droit que chacun a de circuler librement sans être espionné.

« Alors que les expérimentations de vidéosurveillance algorithmique (VSA) prévues par la loi relative aux Jeux Olympiques ont à peine débuté et qu'aucune évaluation n'a encore été réalisée, le gouvernement passe déjà à la vitesse supérieure. Mercredi 15 mai, la commission des lois de l'Assemblée va discuter d'une proposition de loi visant à légaliser une nouvelle forme de VSA, en utilisant cette fois-ci comme

---

<sup>20</sup> Le « parrain de l'intelligence artificielle » affirme que les gouvernements devront établir un revenu de base universel pour faire face à l'impact de l'IA.

excuse la sécurité dans les transports. Derrière ce texte passé presque inaperçu se cache une nouvelle avancée sécuritaire mais surtout un agenda politique assumé : celui de la généralisation sur le long terme des technologies de surveillance algorithmique des espaces publics. Le rapporteur Clément Beaune a refusé de nous auditionner. Pourtant nous aurions eu beaucoup à lui dire sur les dangers de cette technologie et les contradictions du gouvernement qui trahit sans scrupule les promesses formulées il n'y a même pas un an ». Nous sommes maintenant habitués : les mesures contraignantes qui restreignent de plus en plus nos droits avancent masquées sous un appareil sécuritaire. C'était le cas avec toute la campagne covid et cela continue aujourd'hui. « Vous vous souvenez de la loi Sécurité globale ? Voici sa petite sœur, la proposition de loi « relative au renforcement de la sûreté dans les transports ». Adoptée en février par le Sénat, ce texte propose les pires projets sécuritaires : captation du son dans les wagons, pérennisation des caméras-piétons pour les agent-es et extension aux chauffeur-euses de bus, autorisation donnée aux régies de transports pour traiter des données sensibles (ce qui permettrait de collecter des données liées à l'origine raciale, les données de santé ou encore les opinions religieuses et politiques) ou encore transmission directe au ministère public des procès-verbaux d'infractions commises dans les transports ». À ce rythme-là, ils pourront installer des caméras dans toutes les maisons et il y aura des gens pour dire : « quoi ? C'est normal. Je n'ai rien à cacher ».

« Médiavers : Monde fictif fabriqué et entretenu par les médias de masse et dans lequel les gens sont plongés à leur insu. Il s'agit d'une "réalité" médiatico-fictive, d'un monde parallèle. C'est la Caverne de Platon du 21e siècle. »

*Je pense, donc je légifère : Le Cogito citoyen*  
Alexis Haupt

§12 Alexis Haupt : Hier, j'ai croisé quelqu'un qui n'avait ni entendu parler des soignants suspendus ni du procès contre Von der Leyen et qui ignorait l'existence de Klaus Schwab. Bref, le *Médiavers* existe<sup>21</sup>.

Ce concept est intéressant pour thématiser *l'illusion*. Mâya en sanskrit. Il fait le lien entre la *doxa* du pouvoir et la pensée de *l'homme de masse*. C'est très clair, l'homme de masse vit dans le *Médiavers*. Pas dans la réalité. Il est dans l'illusion et n'a pas la moindre idée de qui il est et de son pouvoir. Pour ma part, j'ai même rencontré des gens qui ne savaient pas ce qu'était *chatgpt* et qui n'avaient pas la moindre compréhension des impacts dramatiques de la révolution provoquée par l'IA. Une telle *ignorance* rend impossible la compréhension des enjeux de la transformation du monde contemporain. Ces personnes planent dans une illusion, ils pensent en dehors de la

Urbanisation, coûts de construction, protection du climat  
**Deutsche Bank prédit la fin de l'accession à la propriété - voici les raisons**



réalité dans une sorte de brouillard mental, le *Médiavers*. Il faut réaliser à quel point ce conditionnement peut être utile à ceux qui dirigent le monde : ces gens ne peuvent manifester aucune opposition, comme ils ne comprennent rien, ils sont d'accord sur tout. Ils sont très hautement manipulables et suggestionnables. Ils rêvent les yeux ouverts de toutes sortes de babioles plus ou moins consuméristes. C'est un fait indiscutable et non un

<sup>21</sup> <https://x.com/AlexisPhilo/status/1793153844895174983>

jugement : ils sont englués dans la *bêtise systémique*, selon l'expression de Bernard Stiegler.



§13 La *Deutsche Bank* prédit la fin de l'accession à la propriété. "Vous ne posséderez rien et vous serez heureux". Mais les médias corrompus et mensongers ne l'expliquent pas encore comme cela. Réveillez ceux qui dorment... Les petits 0,04% de CO<sub>2</sub> que compose l'atmosphère vont leur permettre de nous rendre esclave. Mais cela les alarmistes du climat, soit des agents gouvernementaux payés pour le faire, soit des ignares n'ayant jamais rien étudié, ne l'ont pas encore compris. Ce n'est pas faute de nous prévenir depuis des années au travers de leurs représentants comme Schwab, Hariri et ts ceux qui défilent au WEF, à Davos Ceux qui dorment ne veulent peuvent + se réveiller, le chloroforme administré est trop fort.

§14 Les citoyens australiens devront obtenir 100 points de crédit social<sup>22</sup> de leur carte d'identité numérique pour utiliser les médias sociaux, la police ayant accès à TOUS les comptes, y compris les messageries privées. Les théoriciens du complot ont essayé de vous avertir.

\* \*  
\*

---

<sup>22</sup> <https://x.com/qode17kat/status/1820766466754367762>